

**« Toute culture naît du mélange, de la rencontre, des chocs.  
A l'inverse, c'est de l'isolement que meurent les civilisations. »**

Octavio Paz

Poète et essayiste mexicain

(1914 - 1998)

La culture :

Un élément fondateur et transversal

du développement durable et global des territoires.

Le champ des politiques publiques de la culture ne peut être envisagé séparément des autres problématiques de développement d'un territoire. Cette affirmation est d'autant plus pertinente pour une société multiethnique comme la société calédonienne. Au sein de celle-ci, en effet, la question culturelle est intrinsèquement en lien avec les problématiques tant identitaires que politiques, économiques et sociales.

Le sujet de l'intégration du champ culturel aux enjeux globaux du développement est particulièrement éclairé et promu, ces dernières années, par de grands organismes internationaux comme l'UNESCO, l'Union Européenne ou encore le CGLU (Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU)).

En 2007, l'UNESCO a fait ratifier une convention sur « *la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles* » en soulignant notamment « *la nécessité d'intégrer la culture en tant qu'élément stratégique dans les politiques nationales et internationales de développement, ainsi que dans la coopération internationale pour le développement* » ;

La Commission européenne a adopté la même année « *une communication politique importante sur le rôle de la culture à l'heure de la mondialisation* ». Celle-ci souligne l'importance et le rôle de la culture dans le développement économique et rappelle que la culture et la créativité « *sont en rapport direct avec la vie quotidienne des citoyens* », qu'ils sont « *d'importants moteurs de développement personnel, de cohésion sociale et de croissance économique* ». En les qualifiant ainsi de « *moteurs de croissance, de création d'emplois et d'innovation* », le Conseil européen les positionne comme un des fondements de la reprise économique européenne.

La stratégie « culturelle » européenne s'énonce en trois axes : promotion de la diversité culturelle et du dialogue interculturel ; promotion de la culture en tant que catalyseur de la créativité ; promotion de la culture en tant qu'élément indispensable dans les relations extérieures.

Les Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) quant à eux, « *engagés dans la défense des droits de l'Homme, de la diversité culturelle, du développement durable, de la démocratie participative et dans la mise en œuvre de conditions favorables à la paix* », réunis à Barcelone en 2004 dans le cadre du Forum Universel des Cultures, ont adopté un *Agenda 21 de la culture* comme document de référence pour leurs politiques culturelles publiques. Ils y inscrivent une feuille de route volontariste de promotion de la culture et du dialogue interculturel arguant que « *la culture revêt différentes formes, qui se sont toujours construites dans une relation dynamique entre sociétés et territoires* » et que « *la diversité culturelle qui contribue à une existence intellectuelle, affective, morale et spirituelle plus satisfaisante pour tous constitue l'un des éléments essentiels de transformation de la réalité urbaine et sociale.* » Il existe également pour eux de fortes analogies politiques entre les questions culturelles et les questions écologiques, du fait que « *la culture et l'environnement sont des biens communs de l'humanité* ».

En 2010, la culture se pose clairement comme l'un des supports moteurs du développement durable, aussi bien à l'échelle de la planète qu'à celle de l'individu. Les arts, la créativité, sont d'indéniables moteurs de développement, non plus cerises sur le gâteau, mais bien levures et ciments pour des sociétés en proie à la mondialisation et à l'incertitude économique. Le dialogue interculturel s'affirme comme un vecteur fondamental des échanges humains, fondamentalement lié à toute relation de développement économique, industriel, social ou interpersonnel.

Envisager le développement culturel, non comme un but en soi, mais bien comme un outil du développement global et durable, est donc un enjeu majeur qui doit être pris en compte à ce titre dans le cadre des politiques territoriales.